

Gouvernement d'alternance et dynamique de l'investissement étranger au Maroc

Le présent article a pour objet de présenter la situation des investissements étrangers au Maroc durant la période 1998-2001.

Cependant, une analyse objective du bilan en la matière nécessite le rappel des résultats enregistrés auparavant pour pouvoir dégager des éléments d'appréciation sur la période précitée. En effet un chiffre, aussi important soit-il, n'a de sens que dans un but comparatif.

Aussi sera-t-on amené dans le cadre de ce travail à présenter, d'une part, des données quantitatives, qualitatives et explicatives sur la période qui a précédé l'avènement du gouvernement d'alternance et, d'autre part, les réalisations qui ont caractérisé les quatre années pendant lesquelles le gouvernement d'alternance a assuré des responsabilités ministérielles.

Dans le même ordre d'idées, on s'interrogera sur les capacités du Maroc à répondre aux déterminants de l'investissement international et sur les "chantiers" qu'il y a lieu de dynamiser pour accélérer l'éclosion de l'investissement sous toutes ses formes.

1. Mouvement des investissements étrangers avant l'avènement du gouvernement d'alternance

De 1956 à 1979, les sorties de capitaux et de revenus rapatriés liés aux investissements étrangers dépassaient globalement les entrées. A titre d'exemple, de 1973 à 1979, si les entrées de capitaux étrangers s'étaient élevées à 1,9 milliard de Dh, les sorties avaient atteint 2,6 milliards de Dh.

Ce n'est qu'à partir de 1980 que les recettes nettes (1) commencent à devenir progressivement positives, passant de 92 millions de Dh en 1980 à 2,3 milliards de Dh en 1991, 3,1 milliards de Dh en 1992, 4 milliards de Dh en 1993, 3,9 milliards de Dh en 1994, 0,5 milliard de Dh en 1995, 3,2 milliards de Dh en 1996 et 11,1 milliards de Dh en 1997.

Sur le plan sectoriel, le secteur industriel a constitué le principal domaine du drainage des investissements étrangers, suivi des secteurs bancaire, du tourisme et du commerce.

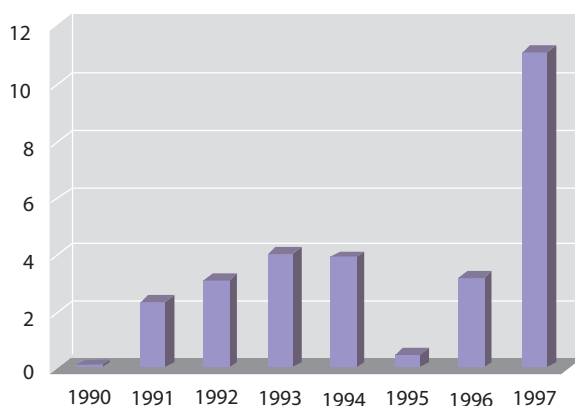
**Mohamed Larbi
El Harras**

Institut supérieur
de commerce et
d'administration des
entreprises, Rabat

(1) Recettes nettes =
Recettes brutes –
dépenses.
Dépenses = Transferts au
titre des opérations de
désinvestissement et de
remboursement de prêt +
transferts au titre des
revenus.

Recettes nettes des investissements et prêts étrangers

(en milliards de Dh)



S'agissant de la moyenne annuelle du montant de l'investissement étranger reçu par tête d'habitant au Maroc, il a connu l'évolution suivante : 5,27 Dh en 1973, 44 Dh en 1988 et 446 Dh en 1997.

L'analyse des pays d'origine de l'investissement étranger permet de dégager que 66 % sont d'origine européenne, 10,8 % d'origine nord-américaine, 10,6 % d'origine arabe.

Par rapport à la FBCF, l'investissement étranger est intervenu pour 4,56 % de 1973 à 1998. Ce taux moyen a connu une tendance à la hausse durant cette période : 2,38 % de 1973 à 1979, 3,12 % de 1980 à 1989, 8,2 % de 1990 à 1998.

Le tableau 1 ci après donne un aperçu sur le mouvement des entrées des capitaux étrangers au Maroc en termes de recettes brutes et nettes de 1991 à 1997.

Tableau 1
Recettes et dépenses au titre des prêts
et investissements privés étrangers (1991-1997)

En millions de Dh

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Recettes brutes	3 269,2	4 297,5	5 488,0	5 104,8	3 873,0	4 386,7	12 336,7
Dépenses	937,21	193,3	1 437,3	1 194,1	3 356,7	1 134,8	1 141,0
– Transferts au titre des opérations de désinvestissements et de remboursements de prêts	457,0	630,0	633,6	548,32	417,9	994,5	697,4
– Transferts au titre des revenus	479,6	563,3	803,7	735,3	938,8	140,3	443,6
Recettes nettes	2 332,0	3 104,2	4 050,7	3 910,7	516,33	252,0	11 195,7
Recettes nettes par rapport aux recettes brutes %	71,3	72,2	73,8	76,6	13,3	74,1	90,7

Source : Office des Changes.

Ce tableau nous permet d'observer que le montant annuel moyen des recettes brutes au titre des prêts et investissements privés étrangers est passé de 4,5 milliards de Dh de 1991 à 1994 à 6,8 milliards de Dh de 1995 à 1997.

En termes de recettes nettes, le montant annuel moyen a atteint 3,3 milliards de Dh de 1991 à 1995 et 5 milliards de Dh de 1995 à 1997.

L'augmentation enregistrée à partir de l'année 1990 peut s'expliquer par une série de considérations, notamment :

- La publication du décret du 8 janvier 1990 qui abroge celui pris pour l'application des textes de 1973 instituant la marocanisation de certaines activités économiques.

- La réalisation d'opérations de privatisation d'un certain nombre d'entreprises publiques et semi-publiques et la cession des participations de l'Etat dans quelques unités de production. L'investissement étranger a joué un rôle moteur dans la réalisation de ces opérations.

Jusqu'à fin 1997, les recettes des privatisations ont atteint 15 milliards de Dh dont 9,5 milliards sont issus de capitaux étrangers ou majoritairement étrangers, soit 63,4 %.

Sachant que ces opérations de privatisation se sont déroulées de 1993 à 1997, on peut dire que l'investissement étranger acquis par le biais des privatisations est intervenu à hauteur de 31 % dans le total des investissements étrangers reçus durant ladite période.

- Le lancement d'un certain nombre de réformes touchant l'environnement des affaires : la législation sur le commerce extérieur, la réforme fiscale, la réforme bancaire, la réforme des marchés boursier et monétaire, la réforme du cadre comptable, la réforme du droit des affaires, la réforme des codes d'investissement, etc.

- La mise en place d'un certain nombre d'institutions : la Direction des investissements extérieurs, les tribunaux administratifs et ceux du commerce ; la création de commissions locales et nationales des investissements.

Parallèlement à ces réformes d'ordre législatif et réglementaire et à la création des structures précitées, ont été engagées des actions visant la promotion des investissements extérieurs au Maroc, notamment : la conversion de la dette étrangère de quelques pays en investissement, la promotion de zones franches au Maroc, etc.

Quant au pic de 1997 (12,3 milliards de Dh), il s'explique principalement par la réalisation des opérations suivantes :

- la prise en charge et l'extension par le consortium ABB/CMS de la Centrale électrique de Jorf Lasfar pour un montant de 2,5 milliards de Dh ;
- la privatisation du secteur de raffinage du pétrole par le groupe saoudo-suédois "Corral" pour un montant de 3,6 milliards de Dh ;
- une prise de participation étrangère de l'ordre de 20 % dans le capital de la BMCE.

2. Dynamique de l'investissement étranger de 1998 à 2001

Le tableau 2 ci-dessous retrace le mouvement des recettes et dépenses au titre des prêts et investissements privés étrangers de 1998 à 2001.

Tableau 2
**Recettes et dépenses au titre des prêts
et investissements privés étrangers (1998-2001)**

Nature d'opérations	1998	1999	2000	2001
Recettes brutes				
– Investissements directs	3 618	9 192	2 754	30 600
– Investissements de portefeuille	604	169	319	252
– Prêts et avances en compte courant	1 211	9 098	9 566	2 246
– Total recettes brutes	5 433	18 459	12 639	33 099
Dépenses				
– Transferts au titre des opérations de désinvestissement et de remboursement de prêts	1 994	3 993	9 642	Données non encore disponibles
– Transferts au titre des revenus	1 460	2 082	2 598	
– Total dépenses	3 454	6 075	12 240	
Recettes nettes	1 979	12 384	399	
Recettes nettes par rapport aux recettes brutes en %	36,4	67,1	3,2	

Source : Office des changes.

Ce tableau permet de dégager les conclusions suivantes :

– La moyenne annuelle des recettes brutes au titre des prêts et investissements privés étrangers a atteint 17,4 milliards de Dh de 1998 à 2001 contre 6,8 milliards de Dh de 1995 à 1997.

Néanmoins, ce résultat s'explique en grande partie par l'attribution de la deuxième licence "GSM" à un consortium étranger dirigé par *Médi-Télécom* pour un montant de 11 milliards de Dh en 1999 et par la prise de participation du groupe français *Vivendi Universal* de 35 % dans le capital de *Maroc-Télécom* en 2001 pour un montant de 23,3 milliards de Dh.

En excluant ces deux opérations, la moyenne annuelle de recettes brutes passerait à 8,8 milliards de Dh durant la période 1998-2001.

– La moyenne annuelle des recettes nettes au titre des prêts et investissements privés étrangers n'a guère dépassé 4,9 milliards de 1998 à 2000 (2) du fait des opérations de remboursement de prêts qui n'ont cessé d'augmenter à partir de 1998. Or cette moyenne des recettes nettes avait

(2) Les chiffres relatifs aux recettes nettes au titre

été de 5 milliards de Dh de 1995 à 1997. Donc, malgré les grandes opérations exceptionnelles dans le domaine des télécommunications, la moyenne annuelle des recettes nettes précitée a légèrement diminué entre les périodes 1995-1997 et 1998-2000.

de l'année 2001 ne sont pas encore disponibles à la date de rédaction de ce travail.

Cependant, force est de constater que, même en défalquant les grandes opérations de privatisation ou de désengagement de l'Etat de certains secteurs au profit du capital étranger de 1993 à 2001, une tendance à la hausse des investissements étrangers en termes bruts se dessine mais à un rythme beaucoup plus réduit qu'avec lesdites privatisations et qui a commencé depuis le début de la décennie quatre-vingt-dix.

3. Quels sont les principaux facteurs explicatifs de cette dynamique de l'investissement étranger au Maroc de 1998 à 2001 ?

A ce sujet, il convient d'abord d'observer l'application d'une stratégie tendant à conforter la série de réformes engagées durant les premières années de la décennie quatre-vingt-dix au profit du secteur privé national ou étranger et qui s'inscrit toujours dans le cadre du "Programme d'ajustement structurel".

Cette stratégie a fait l'objet d'un certain nombre de décisions royales et gouvernementales.

Parmi les décisions royales, on peut noter ce qui suit :

- Le lancement d'un nouveau concept de l'autorité en octobre 1999 : quoique destiné fondamentalement à attirer l'attention sur la nécessaire réforme de l'esprit et des procédures de travail de l'administration territoriale ainsi que sur la réconciliation du citoyen avec l'Administration, ce nouveau concept de l'autorité touche également la promotion de l'investissement à travers, notamment, la nomination de nouveaux walis dont certains ayant exercé des responsabilités à la tête d'offices ou d'entreprises publiques. Donc, il s'agit de nouveaux responsables de l'administration territoriale appelés à s'imprégner de leur expérience de managers pour gérer la chose publique. Le Souverain donne un contenu supplémentaire à ce concept avec la nomination d'un nouveau ministre de l'Intérieur (Driss Jettou) qui vient du monde des affaires.

- La concrétisation de l'idée de création du "Fonds Hassan II pour le développement économique et social" et qui vise, entre autres, à apporter le soutien nécessaire en vue de relancer l'investissement dans certains secteurs.

- Une attention plus soutenue à l'égard du phénomène de la pauvreté, de la marginalisation et de l'exclusion, ce qui est de nature à améliorer le climat social, élément déterminant pour l'investisseur.

- Une attention très soutenue vis-à-vis des investisseurs étrangers. En attestent les activités royales d'accueil au Maroc ou à l'étranger des responsables de projets d'investissement dans les divers secteurs d'activité.

- La constitution d'une commission d'experts présidée par S.M. le Roi et qui est chargée d'étudier les différentes questions relatives à l'investissement étranger.

– Le lancement en 2002 du projet de création de centres régionaux de l'investissement en vue de la gestion déconcentrée de l'investissement et la simplification des procédures administratives relatives à l'acte d'investissement.

Quant aux mesures d'essence gouvernementale, elles ont porté, notamment, sur la promulgation d'un certain nombre de textes d'application de la Charte d'investissement promulguée en 1996 et qui sont de nature à améliorer le cadre incitatif de l'investissement.

De même a été instituée en 1998, sous la présidence du Premier ministre, une "Commission interministérielle des investissements" chargée de statuer sur les problèmes qui bloquent la réalisation des projets d'investissement en cours d'examen auprès de l'Administration et également d'agréer les projets de convention à signer avec des investisseurs potentiels (3).

Jusqu'à fin juin 2002, cette commission a adopté 191 projets et conventions pour un montant de 72,6 milliards de Dh et dont la réalisation donnerait lieu à la création de 94 251 emplois.

En outre a été poursuivie l'action de réactualisation des textes régissant l'environnement légal de l'investissement, tels que le Code des douanes et impôts indirects, la promulgation du texte sur la concurrence, l'adoption de la Charte de la PME, etc.

Quant au projet de Code du travail (attendu par la communauté des affaires depuis plus de deux décennies), il a été déposé au Parlement en mars 2000. Mais il semble qu'il y ait encore un certain nombre de points de discordance entre les partenaires sociaux portant, notamment, sur l'entrave à la liberté de travail, le licenciement abusif et les modalités d'indemnisation, la fermeture totale ou partielle pour des raisons économiques, financières et technologiques.

A la lumière de ce qui précède, il se dégage que les investissements étrangers qui ont été attirés par le Maroc durant ces dernières années ont, certes, augmenté par rapport à la période d'avant 1990. Cependant, cette hausse est due dans une certaine mesure à la stratégie des privatisations et de cession de la gestion de certaines activités au capital étranger.

De même, la part de l'investissement étranger qui s'est dirigé vers le Maroc reste relativement limité par rapport aux résultats enregistrés par certains pays émergents.

Quels sont alors les déterminants structurels de l'investissement international et dans quelle mesure le Maroc y répond ?

4. Le Maroc face aux déterminants de l'investissement international

D'après les études en la matière, il se dégage que l'attractivité d'une nation ou d'un territoire résulte, en général, de la demande par les firmes d'avantages de localisation qui leur permettront de renforcer leur compétitivité sur le marché mondial et de l'offre de ces avantages par les différents territoires.

(3) La presse économique fait état régulièrement de communiqués relatifs au nombre de dossiers débloqués et leur impact prévisible sur l'emploi et l'investissement.

C.A. Michalet (4) distingue, d'un côté, les pré-conditions de l'attractivité et, d'un autre côté, les conditions nécessaires.

Par pré-conditions de l'attractivité, il entend en premier lieu la stabilité du régime politique en place et qui l'emporte sur celle de sa nature politique. La stabilité économique vient en second lieu, bien qu'elle soit étroitement liée à la stabilité du régime politique. L'environnement légal et réglementaire des activités courantes des entreprises, l'attitude plus ou moins "amicale" du gouvernement et de l'administration au niveau central et local vis-à-vis du secteur privé, ainsi que la sécurité et le cadre de vie pour les expatriés, constituent d'autres conditions nécessaires à l'attractivité économique.

D'une manière générale, dans leur choix des territoires d'accueil de leurs projets d'investissement, les capitaux internationaux éliminent les territoires qui n'offrent pas les pré-conditions et examinent ceux qui y répondent et qui, en plus, offrent les "conditions nécessaires". Ces dernières se rapportent à la taille et au taux de croissance du marché, le système de communications et télécommunications, la disponibilité en ressources humaines qualifiées et l'existence d'un tissu d'entreprises locales performantes qui pourraient accomplir certaines tâches en sous-traitance.

Il est vrai que l'attraction de l'investissement étranger nécessite également une politique active de promotion au travers d'organismes chargés de la construction de l'image du pays, la génération des investissements et la fourniture de services conformes aux besoins des investisseurs.

D'un autre côté, le choix de zones d'accueil des investissements internationaux est largement tributaire de la stratégie de l'investisseur selon qu'elle porte sur un accès aux ressources naturelles du sol et du sous-sol, la recherche d'un marché "horizontal" visant la mise en place de filiales relais ou, en troisième lieu, une stratégie de minimisation des coûts ou "verticale" en vue d'établir des projets destinés à l'exportation.

Pour le cas du Maroc, on peut dire que l'investissement étranger, qui cherche à s'installer pour répondre aux besoins du marché intérieur, trouve dans une certaine mesure une bonne partie des pré-conditions, mais lui manque la "condition nécessaire" la plus fondamentale, à savoir : un marché intérieur en croissance.

Quant aux projets d'investissements étrangers qui cherchent à faire du Maroc une plate-forme d'exportation, force est de constater que ce dernier se trouve en concurrence avec de nombreux pays qui présentent globalement des conditions plus ou moins similaires sur le plan des coûts des facteurs, de la disponibilité des ressources humaines qualifiées, ainsi qu'en matière de stabilité et d'efficacité du système légal, réglementaire et judiciaire.

Aussi, force est de constater que l'accélération de la mise en œuvre de certains grands "chantiers" peut renforcer les capacités d'attractivité du Maroc vis-à-vis de l'investissement en général et l'investissement étranger en particulier.

(4) « La séduction des nations ou comment attirer les investissements », *Economica*, 1999.

Infrastructures de base pour l'accueil des projets d'investissement

La promotion d'un certain nombre de secteurs tels que les industries de transformation ou le tourisme fait appel à la disponibilité d'infrastructures spécialisées de nature à permettre l'accueil des projets d'investissements, nationaux ou étrangers, en premier lieu des terrains aménagés et équipés à des prix concurrentiels avec d'autres pays,.

La mise en place du Fonds Hassan II pour le développement économique et social en 1999 et qui est financé par les recettes des privatisations constitue un instrument pour la réalisation de ce type d'infrastructures. Cependant, ses recettes sont liées aux opérations de privatisation et qui sont par définition limitées dans le temps.

Chantiers à caractère social, politique et culturel

Il est de plus en plus admis, aussi bien par les théoriciens du développement que par les organismes financiers internationaux (qui jusqu'à une date récente étaient réputés pour leur penchant vers les solutions techniques et strictement économiques) que la promotion de l'investissement fait intervenir fortement et forcément les facteurs politiques, sociaux et culturels. D'où l'importance de certains déterminants "non économiques", notamment, la dimension politique, la stratégie sociale, la promotion de la culture, une meilleure participation des populations aux projets de développement, la promotion d'un système approprié d'éducation-formation. Ces éléments constituent les facteurs de base de l'édification du niveau de confiance dont jouit le pays sur la scène internationale.

Les réformes institutionnelles, sociales et politiques en cours au Maroc ne traduisent-elles pas une certaine volonté de recherche d'une amélioration du climat de confiance, gage de la stabilité politique et de l'efficacité économique ? Néanmoins, il reste vrai que le processus se situe encore à ses débuts et que son rythme d'avancement est très lent, surtout face au poids du déficit social et à l'acuité des attentes.

Zone de libre-échange Maroc-Union européenne et promotion du partenariat

Sur la base des dispositions de l'accord de création de la "zone de libre-échange" (ZLE) entre le Maroc et l'U.E. à l'horizon 2010, il est prévu le démantèlement de la protection tarifaire sur l'importation des produits manufacturés importés de l'UE par le Maroc, sachant que les exportations des produits industriels marocains sont déjà libres depuis 1976.

De cette situation découle des conséquences sur le tissu industriel marocain et résultant de l'accroissement prévisible des importations en provenance de l'U.E. alors que les exportations ne peuvent se développer dans l'état actuel des choses pour des raisons diverses : niveau de la qualité, concurrence des autres pays, etc, sauf pour le cas des exportations qui se

font dans le cadre de la sous-traitance (cf. la progression des exportations d'articles d'habillement, de bonneterie et des composants électroniques enregistrée depuis le début de la décennie quatre-vingt).

En effet, d'après certaines estimations en la matière, il se dégage que 40 % des branches de l'industrie marocaine (dérivés des phosphates, chaussures, matériel électronique et quelques sous-branches de l'agro-alimentaire) pourraient être compétitives par rapport à leurs homologues européens, 20 % (habillement, lainages et cuir) seraient potentiellement compétitifs après des mesures de mise à niveau. Les 40 % restants seraient fortement affectés par la ZLE.

Cette situation crée un nouveau contexte économique et social porteur d'un certain nombre d'enjeux et dont le plus important réside dans les aptitudes du Maroc à faire face à la concurrence des produits qui seront importés en exonération des droits de douanes. D'où un état de "manque de visibilité" pour les opérateurs économiques nationaux qui produisent pour le marché intérieur et qui assurent un emploi pour un très grand nombre de salariés du secteur industriel.

Cette nouvelle donne met en exergue la nécessité impérieuse de la mise à niveau du tissu productif national qui est, certes, tributaire également de la mise à niveau des autres structures économiques, sociales et politiques.

Conclusion

En conclusion, on peut s'interroger sur l'évaluation du "risque-pays". En effet, les notations accordées par les différentes agences internationales du "rating" ont globalement classé le Maroc depuis 1996 dans un rang intermédiaire ou en "milieu de classement".

Il est vrai que les notes diffèrent selon les paramètres pris en considération : facteurs économiques, facteurs financiers, facteurs politiques et stratégiques, environnement des affaires, potentiel du marché, etc.

Ainsi, si on prend le cas de la "Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE), il se dégage que le "risque-Maroc" est relativement bien situé par rapport à celui des autres pays de la zone "MENA".

Sur le plan économique, à titre d'exemple, l'appréciation du "risque-Maroc" pour l'année 2001 est faible à court terme, mais modérément élevé à moyen terme. Par contre, il enregistre de bons résultats sur le plan de la stabilité politique.